

Perspectives

La nette dégradation de la situation socioéconomique d'Haïti fait craindre des troubles majeurs

vendredi 8 février 2019

Partager **16**



Par Vario Sérant

P-au-P, 07 février 2019 [AlterPresse] --- L'indicateur le plus révélateur de la dégradation de la situation socioéconomique d'Haïti est le taux de change. La monnaie haïtienne, la gourde, s'échange actuellement à 84.00 gourdes pour 1 dollar américain. En janvier 2017, il fallait 64.00 gourdes pour 1 dollar américain, selon les données rassemblées par l'agence en ligne AlterPresse.

La dépréciation de la monnaie nationale, en provoquant le renchérissement des prix des produits importés, continue d'alimenter la pression inflationniste, observée depuis près d'une année sur le territoire national en Haïti.

L'inflation a franchi, ces deux derniers mois (décembre 2018 et janvier 2019), un niveau record de 15% contre 13.6% en juillet 2018.

Des entrepreneurs de certains départements géographiques du pays, le Sud et le Sud-Est, ont fermé temporairement les portes de leurs entreprises pour protester contre la dépréciation de la gourde ou encore la hausse des prix des produits.

« Le sac de farine s'achetait, il n'y a pas trop longtemps, à 1,750.00 gourdes. En si peu de temps, il est passé à 2,000.00 gourdes. Cette semaine, le sac de farine se vend au prix de 2,500.00 gourdes », souligne un propriétaire de boulangerie de Jacmel (principale ville du département du Sud-Est d'Haïti).

4,5 millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens sont en situation d'insécurité alimentaire, selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (Cnsa).

Parallèlement, le déficit budgétaire continue d'augmenter, atteignant plus de 10 milliards de gourdes pour le seul premier trimestre de l'exercice 2018-2019.

Alors qu'on est au quatrième mois de l'exercice fiscal 2018 - 2019, le pays n'est toujours pas doté d'un nouveau budget.

La chambre des députés a retourné, récemment au gouvernement de Jean Henry Céant, le projet de loi des finances 2018-2019, estimant qu'il n'était pas à la hauteur de la conjoncture.

Seulement 15% des recettes domestiques, dans ce projet de budget, devaient aller vers les investissements sociaux. Des économistes conseillaient au gouvernement de porter ces recettes à plus de 20%, afin de réduire les tensions sociales et de stabiliser l'économie haïtienne.

La croissance économique n'est que de 1.5%. Or, dans le projet de budget, le gouvernement prévoyait une croissance de 2.8%.

Dans ce tableau, s'ajoutent les pénuries récurrentes de carburant et d'électricité, qui ont provoqué des mouvements de protestation dans plusieurs villes du pays (Lascahabas, Belladère, Plateau central, entre autres), ces derniers temps.

Dans ce contexte de détérioration du climat social et économique, une cinquantaine de projets, financés par les fonds vénézuéliens PetroCaribe, seraient « inefficients, inefficaces et leur gestion entachée d'irrégularités », a révélé, dans un rapport partiel, publié fin janvier 2019, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (Cscca).

Des préjudices à la communauté, au cadre réglementaire et aux bonnes pratiques, entre autres, ont été constatés dans l'ensemble de ces projets, souligne le rapport partiel de la Cscca.

Parmi les opérateurs épinglés, on compte deux entreprises de Jovenel Moïse, président d'Haïti depuis le 7 février 2017.

Plusieurs secteurs de la vie nationale ont organisé, le jeudi 7 février 2019 (33e anniversaire de la chute de la dictature des Duvalier), une mobilisation, à travers le territoire de la république d'Haïti, contre la cherté de la vie, la corruption et l'insécurité, tout en continuant d'exiger, du coup, la démission de Jovenel Moïse.

Le président de la république, Jovenel Moïse, a déclaré « l'urgence économique » sur toute l'étendue du territoire d'Haïti, le 5 février 2019, soit deux jours avant cette mobilisation populaire contre la crise socio-politique et économique, le 7 février 2019, date ramenant le 33e anniversaire de la chute des Duvalier.

La résolution présidentielle évoque les difficultés, rencontrées par une grande majorité de la population pour subvenir à ses besoins économiques et sociaux, à cause de la hausse brutale et généralisée des prix des produits de première nécessité.

Cette « urgence économique » viserait à aider à réduire le coût des biens de première nécessité, augmenter l'accès aux crédits pour les Petites et moyennes entreprises (Pme). Elle se donnerait aussi pour objectif de contribuer à favoriser le financement du secteur agricole, relancer l'activité économique et renforcer les programmes sociaux.

Les 11 mesures, déclinées par le gouvernement, devraient favoriser une économie mensuelle de 1 milliard de gourdes, selon le secrétaire d'Etat à la communication, Eddy Jackson Alexis.

Mais, pour arriver à compenser, un tant soit peu, le déficit budgétaire et le financement des dépenses de l'Etat par la Banque centrale - déficit chiffré à 34 milliards de gourdes et dépenses publiques à 24.6 milliards de gourdes, durant l'exercice fiscal 2017 - 2018 -, ces 11 mesures, annoncées par le premier ministre Jean Henry Céant, devraient plutôt générer mensuellement au moins 15 milliards de gourdes par mois, analyse l'économiste Thomas Lalime, interrogé par AlterRadio. [vs rc apr 07/02/2019 18:00]